

e 11 juin,
es Quinze voteront
pour ou contre
la directive
sur l'information
et la consultation
des travailleurs

Petites tractations entre « amis » autour de l'Europe sociale...

Libération
Economie
6/6/01

J-5... Plus que cinq jours avant un test de belle importance pour l'Europe. Le 11 juin, les ministres du travail des quinze Etats membres, réunis à Luxembourg pour un Conseil emploi et affaires sociales, vont voter pour ou contre l'adoption d'une directive améliorant les conditions d'information et de consultation des travailleurs. Les pronostics ? Incertains...

L'avenir du Vieux Continent fait beaucoup parler de lui actuellement : Lionel Jospin vient de présenter son projet européen, les parlements nationaux sont en train de ratifier solennellement le traité de Nice... Et l'on attend évidemment, avec impatience, les premiers signes que donnera Silvio Berlusconi, le leader de la droite italienne dont le nouveau gouvernement sera formé le 8 juin. Bref, discours et déclarations d'intention se multiplient. Mais la semaine prochaine, les manches vont devoir se retrousser. Pas uniquement le 11 juin, d'ailleurs. Les 15 et 16 juin se tiendra aussi le sommet européen de Göteborg, dernier rassemblement avant le changement de présidence, puisque le 1^{er} juillet les Suédois vont passer le relais à la Belgique. Les chefs d'Etat aborderont à nouveau la question de l'élargissement de l'Union avec un dossier particulièrement sensible : la libre circulation des travailleurs, qui est loin de recueillir l'unanimité.

Le rendez-vous du 11 juin promet d'être le plus acrobatique.

Techniquement, la directive est prête et ce, depuis l'année dernière. Elisabeth Guigou souhaitait la faire adopter fin décembre, sous présidence française, mais les Britanniques, s'appuyant sur un vice de procédure, ont pu gagner du temps. Aujourd'hui l'heure est venue. L'Europe sociale apparaît suffisamment à la traîne de l'Union économique et monétaire (UEM) pour que, de temps en temps, elle s'offre un petit coup d'accélérateur. Les épisodes Danoné et Marks & Spencer ont marqué les esprits des citoyens européens, choqués, notamment, par la manière dont les annonces de ces restructurations, qui touchent plus de 6 000 salariés, ont été faites. Un coup de sifflet et un rappel au règlement des autorités européennes tomberaient donc à pic.

Politiquement, tout se complique ; surtout que les positions dogmatiques se marient avec les plus opportunistes. Position dogmatique que celle des institutions

patronales européennes, qui s'opposent à un renforcement de l'information-consultation des salariés. Alors que, sur le terrain, les chefs d'entreprise pensent différemment.

Fin juin, à Oslo, lors du prochain congrès européen des relations professionnelles, Alain Chouraqui, directeur de recherche au CNRS (Laboratoire d'économie et de sociologie du travail à Aix-en-Provence), rappellera les conclusions d'un programme européen pluriannuel (1994-2000) sur la participation et l'implication des salariés, qui s'appuie sur une banque de données de 5 800 entreprises au sein de l'Union. « Il y a une corrélation évidente entre le degré d'implication des salariés et les performances des entreprises : réduction des coûts, baisse des taux d'absentéisme et des congés maladie, amélioration de la qualité, etc. », peut-on lire dans le document qui sera présenté. Quant aux chiffres, ils sont éloquentes : 87 % des 5 800 entreprises interrogées considèrent que l'implication des salariés est « utile » voire « très utile ».

COMPLEXITÉ

Mais entre les réalités du terrain et les choix européens, il y a les options politiques qui visent à défendre les intérêts nationaux. J-5 : « cinq jours d'intense activité diplomatique », confie un haut responsable de la Commission de Bruxelles. Tony Blair va mener la danse des opposants, quitte à décrocher le soutien d'Etats membres dont la tradition sociale serait plutôt favorable à la démarche d'information-consultation des salariés. Comme l'Allemagne, par exemple. Pour réussir, le Premier ministre britannique doit obtenir, à Luxembourg, la minorité de blocage (26 voix). Il a donc proposé

aux Allemands - désireux de modérer les enthousiasmes de Bruxelles sur la circulation des travailleurs, afin de mieux se protéger de l'arrivée probable des salariés des pays candidats à l'élargissement - d'échanger leur soutien contre le sien sur ce dernier sujet. Si d'aventure Silvio Berlusconi indiquait à son ambassadeur (le ministre du travail italien, tout juste nommé, ne devrait pas être présent le 11 juin) de se rallier au camp britannique, le tour serait joué. Et la directive repoussée.

Tractations, marchandages, donnant-donnant... Rien de neuf sous le ciel européen. Le marché commun s'est bâti ainsi. Mais avec les ratés du moteur franco-allemand, les marges de manœuvre des autres Etats membres se sont peut-être élargies. Surtout, confirment les observateurs, les échanges se font moins sous le manteau. L'Europe sociale, dont les dossiers sont considérés comme ultra-sensibles, est le terrain privilégié de ces alliances opportunistes qui se créent au fil des dossiers abordés. Ce qui explique d'ailleurs pourquoi les gouvernements socialistes, majoritaires au sein de l'Union, la fameuse Europe rose qui avait annoncé clairement ses ambitions en matière sociale, n'ont pas réussi à aller au bout de leurs objectifs. Avec les élections de José-Maria Aznar et de Silvio Berlusconi, le paysage se modifie. Mais savoir si finalement ce sera un bien ou un mal pour l'avancée de l'Europe sociale, qui saurait le prédire, vu la complexité de sa construction ?

Marie-Béatrice Baudet

En raison du week-end
de la Pentecôte, la pagination
du « Monde Economie »
est exceptionnellement réduite

4